



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

Comité des produits

GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

Vingt-deuxième session

Asunción, Paraguay, 6 – 8 mai 2009

RAPPORT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

Table des matières

	Pages
I. INTRODUCTION	1
II. QUESTIONS IMPORTANTES RELATIVES AUX MARCHÉS DES ANIMAUX D'ÉLEVAGE, DE LA VIANDE ET DES PRODUITS LAITIERS	1
A. MARCHÉS DE LA VIANDE ET DES PRODUITS LAITIERS – PERSPECTIVES ET PRODUITS	1
B. RÉPERCUSSIONS DE LA HAUSSE DU COÛT DE L'ÉNERGIE ET DE LA PRODUCTION DE BIOCARBURANTS SUR LES MARCHÉS DES ANIMAUX D'ÉLEVAGE	2

C. AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ET RÉPERCUSSIONS SUR LE COMMERCE DE PRODUITS AGRICOLES	3
D. LE POINT SUR LES NÉGOCIATIONS DE L'OMC	3
III. MESURES STRATÉGIQUES INTERNATIONALES	3
A. SUITE DONNÉE AUX DIRECTIVES POUR UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR DE LA VIANDE ET DE L'ÉLEVAGE	3
B. EXAMEN DES TRAVAUX DU COLLOQUE – PROPOSITION DE PLAN D'ACTION DE LA FAO ET DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS	3
C. FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE	4
IV. AUTRES QUESTIONS	4
A. RAPPORT DU SOUS-GROUPE DES CUIRS ET PEAUX	4
B. ACTIVITÉS D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTÉRESSANT LE GROUPE	5
C. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION DU GROUPE	5
D. ADOPTION DU RAPPORT	5

I. INTRODUCTION

1. La 22^e session du Groupe intergouvernemental sur la viande et les produits laitiers s'est tenue du 6 au 8 mai 2009 à Asunción, au Paraguay. Étaient présents à cette réunion 27 délégués de 17 États membres de la FAO, 4 observateurs des États Membres des Nations Unies, des représentants des Nations Unies et des institutions spécialisées. Ont également assisté à cette session les organisations internationales suivantes: le Fonds commun pour les produits de base (Fonds commun), la Fédération internationale de laiterie (FIL), l'Office international de la viande (OIV) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La liste des participants sera distribuée sous la cote CCP:ME 09/INF.7.
2. Le Dr Valdir Welte, Représentant de la FAO au Paraguay, a accueilli les participants au nom du Directeur général, M. Jacques Diouf.
3. La session a été ouverte par le Dr Darío Baumgarten, Président de la 21^e session, qui a passé le relais au Président nouvellement élu, le Dr Amin Hamann (Paraguay). M. Hayden Montgomery (Nouvelle-Zélande) et Mme Anunciata Njombe (Tanzanie) ont été élus respectivement premier et seconde vice-président(e).
4. Il a été convenu que le secrétariat rédigerait le projet de rapport à l'issue de la réunion et le distribuerait aux délégués pour examen, avant sa finalisation en collaboration avec le Président.
5. Un colloque sur le thème «Réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la production animale – programme d'action» s'est tenu conjointement à cette réunion. Plus de 150 participants étaient présents, parmi lesquels des représentants des États membres, d'organisations internationales, du monde universitaire, du secteur privé et d'associations professionnelles. À l'issue du colloque, un projet de document intitulé *Statement on Mitigation of Greenhouse Gas Emissions from Animal Production* (Déclaration sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la production animale) a été présenté sous la cote CCP:ME 09/CRS.3 pour approbation officielle par le Groupe.

II. QUESTIONS IMPORTANTES RELATIVES AUX MARCHÉS DES ANIMAUX D'ÉLEVAGE, DE LA VIANDE ET DES PRODUITS LAITIERS

A. MARCHÉS DE LA VIANDE ET DES PRODUITS LAITIERS – PERSPECTIVES ET PRODUITS

6. Le secrétariat a fourni des informations actualisées sur le secteur de la viande et des produits laitiers, ainsi que des perspectives d'évolution de ces marchés, en s'appuyant, d'une part, sur les éléments qui seront publiés dans l'édition de juin 2009 des Perspectives de l'alimentation (CCP:ME 09/CRS1) et, d'autre part, sur les Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2009-2018. Le Groupe a été informé que le fléchissement de la demande consécutif à la crise financière et à la récession économique internationales qui se sont amorcées fin 2008 avait une incidence sur les prix des produits de base dans le monde. S'agissant des produits laitiers, la baisse de la demande dans les principaux pays importateurs a provoqué une plongée inattendue des marchés internationaux, qui ont enregistré leur plus bas niveau de prix depuis 5 ans. Les prix de la viande, élevés en 2008, ont connu une nouvelle chute qui a rapidement dégradé la rentabilité à laquelle les producteurs étaient parvenus dans les derniers mois.
7. Le Groupe a noté que le caractère fortement incitatif des prix élevés de ces dernières années a fait évoluer les systèmes d'approvisionnement dans de nombreux pays, encourageant les achats locaux par opposition à l'importation de produits. Cependant, l'infiltration sur ces marchés de produits internationaux à des prix notablement inférieurs est prévisible, ce qui contribuera à

stimuler la demande, mais aussi à éprouver la durabilité de cet approvisionnement local nouvellement mis en place.

8. Le Groupe a été informé que le commerce de la viande devrait reculer de 4 à 5 % en 2009, avec des exportations qui s'établiraient autour de 23,4 millions de tonnes. D'après les prévisions, ce recul devrait résulter principalement d'une baisse des expéditions de viande de porc et de volaille, les chiffres de la viande de bœuf et de mouton restant relativement stables. Les pays traditionnellement exportateurs de viande bovine ont dû faire face à des conditions de sécheresse et il est probable que les négociants pâtiront des difficultés d'accès au crédit.

9. Le Président a invité les délégués à exposer leurs vues sur la situation actuelle de la viande et des produits laitiers, et à faire parvenir au secrétariat les informations actualisées disponibles dans leurs pays respectifs. Les délégués ont exprimé leur appui au travail d'information commerciale effectué par la FAO et félicité le secrétariat pour la qualité des renseignements fournis. Ils ont également exprimé leur déception devant l'érosion constatée ces dernières années des ressources de la FAO allouées à l'information sur le commerce de la viande et des produits laitiers.

B. RÉPERCUSSIONS DE LA HAUSSE DU COÛT DE L'ÉNERGIE ET DE LA PRODUCTION DE BIOCARBURANTS SUR LES MARCHÉS DES ANIMAUX D'ÉLEVAGE

10. Le Groupe a examiné le document CCP:ME/09/2 préparé par le secrétariat. Ce document analysait deux études consacrées aux répercussions de la hausse du coût de l'énergie et de la production de biocarburants sur les marchés des produits de l'élevage. Les délégués ont noté que l'utilisation des ressources, y compris des herbages, pour la production de biocarburants aurait un impact négatif sur la disponibilité des aliments du bétail et porterait atteinte à la capacité d'augmenter la production de viande et de lait. Cette situation est susceptible d'entraver l'expansion des chaînes de valeur de ces produits dans les pays en développement. Certains délégués ont préconisé une assistance afin de permettre aux pays concernés d'élaborer les politiques et les plans nationaux de développement requis pour atténuer l'impact de la hausse du coût de l'énergie et de la production de biocarburants sur la production animale. D'autres ont exprimé leur inquiétude au sujet de l'utilisation de cultures vivrières comme biocarburants et des répercussions de ce choix sur le coût des aliments du bétail et sur la sécurité alimentaire, et ont demandé une intensification de la recherche en vue de l'exploitation d'autres espèces cultivées pour la production de biocarburants.

11. Certains délégués ont souligné que, bien que le biocarburant ait contribué à la hausse des prix des produits alimentaires en 2007 et 2008, les augmentations enregistrées sur les prix de la viande et des produits laitiers s'expliquaient principalement par les obstacles au commerce et la progression du pouvoir d'achat des consommateurs. La poursuite des recherches sur la production de biocarburants était utile, et des efforts devraient être faits pour assurer la diffusion de l'information qui en découle, en particulier sur l'expérience acquise, et pour permettre d'exploiter le potentiel des pays en développement, dans lesquels la production de biocarburants bénéficie d'un avantage concurrentiel.

12. Le secrétariat a fait remarquer aux délégués qu'il avait entrepris d'importants travaux de modélisation sur les biocarburants et a indiqué qu'en dépit de la chute récente des prix pétroliers, la production de biocarburants demeurerait une question essentielle pour l'avenir. Les marchés sont fortement influencés par des politiques telles que l'obligation d'incorporation de biocarburants dans les carburants de consommation, les subventions et les droits de douane, qui orientent la répartition entre cultures vivrières, cultures fourragères et cultures à usage combustible, malgré les prix en baisse des produits pétroliers. Si les prix du pétrole venaient à passer la barrière des 60 à 70 USD/baril, la production de biocarburants deviendrait plus rentable et pourrait créer des incitations économiques à l'expansion.

C. AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE, PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ET RÉPERCUSSIONS SUR LE COMMERCE DE PRODUITS AGRICOLES

13. Le document CCP:ME09/3 a été présenté pour examen; il met en évidence la transformation des avantages comparatifs de la production animale à l'échelle mondiale et les facteurs politiques et environnementaux susceptibles d'influer sur le commerce. La production dans le secteur de l'élevage devrait maintenir sa croissance rapide à moyen et long terme, engendrant bien souvent des pressions sur les populations locales et sur l'environnement et affrontant des contraintes de progression variables selon les régions et les pays.

D. LE POINT SUR LES NÉGOCIATIONS DE L'OMC

14. Le secrétariat a informé le Groupe qu'aucun progrès n'avait été accompli vers la conclusion du cycle de Doha depuis la dernière communication aux États membres sur ce sujet, lors de la 67^e session du Comité des produits en avril 2009 (CCP:ME 09/CRS.2). Certains délégués ont regretté que le cycle n'ait pas encore été finalisé, notamment compte tenu des inquiétudes nourries par les citoyens et les pouvoirs publics au sujet de la stabilité financière et dans la mesure où il apparaît de plus en plus clair qu'un accord à Doha constitue une partie de la solution. Un système commercial mondial fondé sur des règles aurait un impact positif déterminant sur l'expansion de la production agricole et la stabilité du commerce international des produits de base. Même si les accords de partenariat peuvent être considérés comme complémentaires par rapport à l'accord de Doha, ils ne peuvent s'y substituer.

III. MESURES STRATÉGIQUES INTERNATIONALES

A. SUITE DONNÉE AUX DIRECTIVES POUR UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR DE LA VIANDE ET DE L'ÉLEVAGE

15. Dans le cadre de ses travaux d'évaluation de l'impact des politiques sur le commerce, le secrétariat a présenté, dans le document CCP:ME09/4, les principales mesures intéressant le secteur de la viande et du lait entrées en vigueur depuis la dernière réunion du groupe intergouvernemental en 2004. Le secrétariat a invité les États à respecter leurs obligations internationales et à s'abstenir de recourir, au motif d'épizooties, à des embargos commerciaux sans justification scientifique, qui perturbent inutilement les marchés. Considérant la crise économique actuelle, et en particulier la chute rapide des prix des produits de base, les États ont également été appelés à renoncer aux subventions spécifiquement destinées au secteur productif ainsi qu'aux subventions à l'exportation qui accentuent la tendance à la baisse des prix et faussent la concurrence.

16. Le secrétariat a fait part des difficultés rencontrées, compte tenu de ressources humaines limitées, pour réaliser une évaluation approfondie et digne de foi des politiques de tous les pays membres de la FAO, et pour examiner celles-ci en référence aux lignes directrices. Le Groupe a constaté que l'OMC ne procédait pas à ce type d'analyse et que l'étude des politiques en matière d'élevage et le niveau d'expertise sur les marchés de ce secteur avaient décliné au fil des ans dans les pays non membres de l'OCDE. Le Groupe a enjoint la FAO à ne pas ranger cette importante fonction dans les domaines faiblement prioritaires.

B. EXAMEN DES TRAVAUX DU COLLOQUE – PROPOSITION DE PLAN D'ACTION DE LA FAO ET DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LA VIANDE ET LES PRODUITS LAITIERS

17. Le document CCP:ME09/CRS.3, *Statement on Mitigation of Greenhouse Gas Emissions from Animal Production* (Déclaration sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à

la production animale), a été soumis à l'examen du Groupe. Cette déclaration recommande aux gouvernements des États membres d'encourager des actions coordonnées à l'échelle internationale appuyant l'atténuation des émissions anthropiques de gaz à effet de serre dues à la production animale. Certains États membres sont également invités à prendre des mesures pour réduire leurs émissions liées à l'élevage et accroître la fixation du carbone en mettant en place des politiques et des moyens appropriés, notamment par la recherche, le développement et l'adoption de nouvelles techniques et pratiques, et par le renforcement des capacités en matière de surveillance et de vérification des émissions de gaz à effet de serre et de la fixation du carbone dans les systèmes de production animale, et de communication des informations correspondantes. Ce document a reçu l'approbation officielle du Groupe.

C. FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

18. Un rapport sur l'état d'avancement des projets relatifs aux produits de base relevant de la compétence du groupe intergouvernemental (couvrant les animaux d'élevage, la viande et les produits laitiers) a été présenté au Groupe pour information et commentaire (CCP:ME 09/5). Donnant suite à une requête formulée par le Groupe à sa 21^e session, le secrétariat a également fourni un complément d'information sur le Fonds commun pour les produits de base et ses activités. Les délégués ont été instruits des progrès accomplis dans la mise en œuvre du projet *Renforcement de la productivité et de la compétitivité du secteur de la petite production laitière au Lesotho et en Zambie (CFC/FIGMDP/14)*. Des informations ont également été fournies sur trois projets achevés dans les trois dernières années, à savoir *Diversification des produits carnés et amélioration des technologies de transformation de la viande en Asie-Pacifique (CFC/FIGMDP/08)*; *Amélioration de la productivité, de la qualité, de la sécurité sanitaire et du commerce de la viande bovine en Amérique centrale (CFC/FIGMDP/10)*; et *Amélioration de l'accès au marché et de la participation des petits producteurs pour un développement durable de la production laitière en Asie (CFC/FIGMDP/16FT)*.

19. Trois propositions de projet ont également été présentées par le Fonds commun et approuvées par le Groupe: *Développement de la petite production laitière au Bangladesh, au Myanmar et en Thaïlande*; *Productivité des petits élevages bovins et accès aux marchés en Zambie et au Mozambique*; et *Diversification du secteur de l'élevage dans les Caraïbes grâce à la production de petits ruminants*. Plus d'informations sur ces projets sont disponibles sous la cote CCP:ME 09/5.

20. Le secrétariat a émis l'idée qu'une stratégie de développement des produits laitiers en Amérique du Sud et en Afrique semblable à celle élaborée pour la région Asie serait nécessaire. Certains délégués ont apporté leur appui à l'élaboration de stratégies de ce type et le secrétariat a indiqué qu'il donnerait suite à cette question avec les représentants officiels du Fonds commun.

21. Le secrétariat a suggéré la création d'une équipe spéciale chargée d'examiner les propositions de projet, d'orienter l'élaboration des projets et d'élargir la participation du Groupe à l'approbation des projets du Fonds commun. Cette proposition n'a pas été prise en compte par les délégués.

IV. AUTRES QUESTIONS

A. RAPPORT DU SOUS-GROUPE DES CUIRS ET PEAUX

22. Le Sous-groupe des cuirs et peaux ne s'étant pas réuni depuis la 21^e session, aucun rapport n'a été fourni. Des préparatifs ont commencé en vue d'une réunion de ce sous-groupe dans le courant de l'année prochaine.

B. ACTIVITÉS D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTÉRESSANT LE GROUPE

23. Le secrétariat a attiré l'attention sur les travaux menés par la FAO avec l'OCDE dans le domaine des projections et de l'analyse des politiques. Cette collaboration a prouvé son efficacité, tant en termes de partage des ressources et de l'analyse des marchés internationaux que du point de vue de la recherche d'un consensus sur les questions émergentes et leur importance pour une action internationale. Il a été indiqué que la prochaine édition des Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO – 2009-2018 sortirait en juillet 2009 et comprendrait des informations plus approfondies sur les perspectives à moyen terme des secteurs de la viande et des produits laitiers.

C. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION DU GROUPE

24. La date et le lieu de la prochaine session seront déterminés par le Directeur général après consultation du Président, compte tenu des ressources disponibles et du programme des autres réunions.

D. ADOPTION DU RAPPORT

25. Le Groupe est convenu que le secrétariat rédigerait le projet de rapport de session et le distribuerait aux participants afin de recueillir leurs commentaires. Le secrétariat se chargera ensuite de réviser en conséquence le projet de rapport, avant de le soumettre aux Président et Vice-Présidents pour approbation.